

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune d' OCQUERRE

Dossier P.C n° 077 343 21 00003

Date de dépôt : 18 octobre 2021

Demandeur : EARL DE LA TROUSSE

Représentée par M. COURTIER Michel

pour : Transformation d'une partie de corps
de ferme en gîte

Adresse terrain : Chemin vicinal n° 6,

Ferme de la Trousse

à OCQUERRE (77440)

ARRÊTÉ n° 2021 / 55
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Ocquerre

Le Maire d' Ocquerre,

VU la demande de permis de construire présentée le 18 octobre 2021 par l'EARL DE LA TROUSSE représentée par M. COURTIER Michel, demeurant Ferme de la Trousse, à OCQUERRE (77440) et enregistrée par la mairie de Ocquerre sous le numéro PC 077 343 21 00003.

VU l'objet de la demande :

- pour transformer une partie de corps de ferme en gîte ;
- sur un terrain situé Chemin vicinal n° 6, Ferme de la Trousse, à OCQUERRE (77440),
- pour une surface de plancher créée par changement de destination de 417,37 m² ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30/09/2003, modifié le 23/09/2008, révisé le 26/09/2019 et approuvé le 18/12/2019 ;

VU l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande de permis de construire en date du 18/10/2021 ;

VU les pièces complémentaires reçues le 24/11/2021 ;

VU l'attestation de conformité du projet d'installation d'assainissement non-collectif et le rapport d'examen de conception délivré le 19 Novembre 2021 par la Communauté de Communes du Pays de l'Ourcq ;

ARRÊTE

... / ...

Article unique

Le permis de construire est **ACCORDE**.

Fait à Ocquerre, le 29 Novembre 2021

Le Maire,
Bruno GAUTIER



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément aux articles R.424-17 et R.424-18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s) ;

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.
- Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.